



Formation des vétérinaires certificateurs

PRESENTATION GENERALE

Supports informatiques (TRACES NT, Expadon)
Formation théorique (principes, règles et mise en œuvre de la certification)

1



PLAN


Supports informatiques:

A- TRACE NT
 B- EXPADON

Formation théorique:

A- Principes et règles de certification
 B- Mise en œuvre de la certification

2




Mise en œuvre de la LSA (1/5)

Présentation

La Loi de santé animale (Animal Health Law) correspond au **Règlement 2016/429 (UE) du 9 mars 2016, relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale** :

- Abroge 39 directives et règlements
- Mise en application le 21/04/2021
- Règlement complété par des actes délégués et des actes d'exécutions, qui précisent la mise en œuvre effective de la législation

3




Mise en œuvre de la LSA (2/5)

Présentation

La Loi de Santé Animale .

- instaure un cadre modernisé et cohérent pour la prévention, la surveillance et l'éradication des maladies animales
- renforce la responsabilité de l'éleveur en termes de surveillance de l'état sanitaire de son cheptel. En pratique, l'éleveur est tenu de déclarer à son vétérinaire sanitaire tout avortement, toute hausse anormale de mortalité, tout signe clinique d'une maladie grave ou catégorisée dans la Loi de Santé Animale.
- entérine le fait que :
 - la biosécurité est essentielle à la maîtrise des maladies animales
 - l'éleveur doit connaître les principes de la biosécurité et est responsable de prendre toutes les mesures de biosécurité appropriées en ce qui concerne ses bovins. La visite sanitaire bovine est l'occasion pour l'éleveur d'être conseillé par son vétérinaire sur la biosécurité de son troupeau.


4



Mise en œuvre de la LSA (3/5)

- Doit permettre une utilisation renforcée des nouvelles technologies pour les activités de santé animale telles que la surveillance des pathogènes ou l'identification électronique.
- **Clarifie les responsabilités des opérateurs, des vétérinaires, des laboratoires, des autorités compétentes.**
- A pour objet également à faciliter le commerce tout en protégeant la santé du cheptel et la sécurité sanitaire.

5




Mise en œuvre de la LSA (4/5)

Présentation

La Loi de Santé Animale instaure une nouvelle catégorisation des maladies en fonction des mesures sanitaires qui s'appliquent. Cinq catégories sont possibles pour les maladies :

- ADE : déclaration d'obligatoire, surveillance, certification, plan d'intervention sanitaire d'urgence ;
- BDE : déclaration d'obligatoire, surveillance, certification, éradication obligatoire ;
- CDE : déclaration d'obligatoire, surveillance, certification, éradication volontaire ;
- DE : déclaration d'obligatoire, surveillance, certification ;
- E : déclaration d'obligatoire, surveillance

6




Mise en œuvre de la LSA (5/5)

Présentation

- ❖ Cinq maladies sont nouvellement à déclaration obligatoire, surveillance événementielle : le surra, la campylobactériose génitale bovine, la trichomonose, la paratuberculose et la fièvre Q.
- ❖ Sept maladies sont nouvellement présentes sur les certificats aux échanges pour les mouvements de bovins au sein de l'Union Européenne : le surra, la rage, la diarrhée virale bovine, la maladie hémorragique épidémiologique, la fièvre charbonneuse, la trichomonose, la campylobactériose génitale bovine. (Ces 2 dernières uniquement pour les échanges de produits germinaux)

La France doit appliquer la Loi de Santé Animale. Elle peut aller au-delà en ajoutant des mesures supplémentaires, à condition que ces mesures n'entraînent pas les échanges.


7



Supports informatiques

A- TRACES NT
B- Expadon

8



A. TRACES NT


Site : <https://webgate.ec.europa.eu/tracesnt/login>

Mise en service du système de **notification** « TRACE NT » :

- en 2004 TRACES Classic pour les DDecPP
- en 2021 TRACES NT

Utilisé par 27 EM + certains pays tiers (Suisse, Norvège, Islande)

9




A. TRACES NT

Règlement d'exécution (UE) 2019/1715 DE LA COMMISSION du 30 septembre 2019 établissant les règles de fonctionnement du système de gestion de l'information sur les contrôles officiels et de ses composantes (règlement IMSOC)

Règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques

Règlement d'exécution (UE) 2021/403 DE LA COMMISSION du 24 mars 2021 portant modalités d'application des règlements (UE) 2016/429 et (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les modèles de certificat zoosanitaire et les modèles de certificat zoosanitaire/officiel pour l'entrée dans l'Union et les mouvements entre les États membres d'envois de certaines catégories d'animaux terrestres et de leurs produits germinaux, ainsi qu'en ce qui concerne la certification officielle relative à ces certificats, et abrogeant la décision 2010/470/UE

10




A. TRACES NT

Rôles :

- Créer des certificats
- Rechercher des certificats
- Contrôler des certificats (DDecPP uniquement)


11



Où trouver les informations ?

- **DD(ec)PP** (à consulter en priorité)
- **EXPADON** <https://teleprocedures.franceagrimer.fr/Expadon> « aide à la certification »
- **TRACES NT** <https://webgate.ec.europa.eu/tracesnt/login>

12




B. EXPADON

<https://teleprocedures.franceagrimer.fr/Expadon>

- *Exportations vers les pays tiers : création et validation de certificats sanitaires spécifiques*
- *Echanges intra-UE : informations sur la certification (**ne permet pas la création de certificats sanitaires pour les échanges intra- UE**) procédure d'utilisation : NS 2009-8285 du 15/10/2009*

Rq :Expadon envoie automatiquement des mails aux utilisateurs enregistrés à chaque modification de fiche/certificat ou de réglementation!

13




Formation théorique

A- Principes et règles et de certification

- 1.Introduction
- 2.Les échanges intraUE
- 3.Le cadre réglementaire de la certification sanitaire
- 4.Le vétérinaire officiel

14



1. Introduction

- **Echanges** = UNIQUEMENT les mouvements d'animaux vivants et de leurs produits entre États membres de l'UE
- **Exportations** = *uniquement les expéditions vers les pays tiers*
- **Importations** = *introduction d'animaux dans les États membres de l'Union en provenance de pays*


15

Vétérinaire Officiel Privé (VOP)

- Vétérinaire **mandaté par le préfet** pour la **réalisation des certificats** sanitaires accompagnant les lots d'animaux vivants destinés aux échanges intra-UE.
- Vétérinaire certificateur à la qualité de **vétérinaire officiel** au sens de la réglementation communautaire en matière d'échanges d'animaux vivants.
- Peut initier et signer des certificats sanitaires dans l'application TRACES NT. Il peut être rattaché à plusieurs départements UAL (DDecPP=Unité de l'autorité locale).
- Désigné comme « Vétérinaire Officiel Privé », « Appointed Veterinary Offices », dans l'application TRACES NT.

16

2. Les échanges intraUE



France = continent + 5 DROM

Union Européenne : 27 EM

AELE : Association Européenne de Libre Echange :

- Norvège
- Islande
- Suisse


17

Volume d'animaux échangés en 2020

- 1.472.826 BV : 52426 certificats dont **83 % par les VOP**.
- 493.342 OV +CP: 2233 certificats
- 20.171 EQ : 5539 certificats
- 609.925 PC : 7229 certificats

Environ 89836 certificats depuis la France (50 % des certificats émis en UE)

18



2. Les échanges intraUE

➤ **Les principes:**

Libéralisation des échanges de marchandises au sein de l'espace UE (1992): disparition des contrôles aux frontières nationales sous réserve du respect de règles harmonisées


➤ **Les objectifs:**

- Garantir un haut niveau de santé publique, de protection de la santé animale, de bien-être animal, de traçabilité des animaux.
- Harmonisation des exigences zoo-sanitaires

➤ **Les moyens:**

- Juridiques
- Reconnaissance mutuelle des EM (organisation, inspections, contrôles).

19




2. Les échanges intraUE : Organisation administrative UE

➤ Législation zootechnique et zoo-sanitaire après avis des EM en comité CPVADAAA, (**Comité Permanent des Végétaux, des Animaux, des Denrées Alimentaires et des Aliments pour Animaux**).

- Règlements: applicables en l'état
- Directives: applicables après transposition en droit national
- Décisions d'application: applicables en l'état

20




2. Les échanges intraUE : Organisation administrative UE

Les conditions de maintien d'un statut indemne vis-à-vis des maladies (brucellose, tuberculose, etc.) sont fixées par le règlement 2020/689. Certaines maladies peuvent être soumises à des programmes d'éradication volontaire de la part des EM (exemple: IBR et FCO)
=> **Simplifie ou complique les échanges.**

➤ Contrôle de l'application des règles fixées par l'Union: audit par l'Office Alimentaire et Vétérinaire (**OAV**)

21



2. Les échanges intraUE : Organisation administrative en France

➤ Autorité compétente :

- centrale (MAA/DGAL) et locales (DDecPP, DAAF)

➤ Agent certificateur :

- vétérinaire officiel (secteur public) ou vétérinaire officiel privé (VOP)

➤ Système d'information entre EM :

- TRACES NT

22




3. Le cadre réglementaire de la certification sanitaire

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2019/1715 DE LA COMMISSION du 30 septembre 2019 établissant les règles de fonctionnement du système de gestion de l'information sur les contrôles officiels et de ses composantes («règlement IMSOC»)

Règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques

23


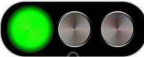




3. Le cadre réglementaire de la certification sanitaire


(LE VÉTÉRINAIRE OFFICIEL NE DOIT PAS CERTIFIER DES FAITS DONT IL N'A PAS EU CONNAISSANCE PERSONNELLEMENT (article 88 du règlement 2017/625))

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2021/403 DE LA COMMISSION du 24 mars 2021 portant modalités d'application des règlements (UE) 2016/429 et (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les modèles de certificat zoosanitaire et les modèles de certificat zoo sanitaire/officiel pour l'entrée dans l'Union et les mouvements entre les États membres d'envois de certaines catégories d'animaux terrestres et de leurs produits germinaux, ainsi qu'en ce qui concerne la certification officielle relative à ces certificats, et abrogeant la décision 2010/470/UE.

24

	
Au point de départ: Le contrôle à l'origine = VOP	Au point d'arrivée: Le contrôle à destination = AUTORITE COMPETENTE LOCALE
<ul style="list-style-type: none"> - Point de départ soumis à des contrôles officiels - Respect des normes sanitaires - Respect des règles d'identification - Respect des règles de transport - Contrôle, renseignement et signature du certificat - Signature électronique 	<ul style="list-style-type: none"> - Via le système TRACES NT - Contrôle favorable : lot admis 
<p>25</p>	

	
Au point de départ: Le contrôle à l'origine = VOP	Au point d'arrivée: le contrôle à destination = AUTORITE COMPETENTE LOCALE
<ul style="list-style-type: none"> - Point de départ soumis à des contrôles officiels - Respect des normes sanitaires - Respect des règles d'identification - Respect des règles de transport - Contrôle, renseignement et signature du certificat - Signature électronique 	<ul style="list-style-type: none"> - Via le système TRACES NT - Contrôle défavorable : si problématique santé animale, santé publique, ou bien-être animal. <p>DECISION:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ Mise en place de quarantaine ➢ Décision d'abattage et destruction ➢ Décision de réexpédition 
<p>26</p>	

	
4. Le vétérinaire Officiel	
<p>Acteur privilégié de la mise en œuvre des contrôles</p> <p>= le vétérinaire officiel</p> <p>↓</p> <p>Inspecteur et décideur</p>	
<p>27</p>	



4. Le vétérinaire Officiel


Définition :

Tout vétérinaire désigné par l'autorité compétente de l'État membre pour procéder :

- Aux contrôles à l'origine (documentaire/zoo sanitaire et physique) dont l'objet est la délivrance **ou non** d'un certificat sanitaire officiel.
- A des contrôles à destination ou en cours de transport dont l'objet est la libération ou le blocage du lot inspecté.

N.B. : le VOP, vétérinaire certificateur ayant la qualité de vétérinaire officiel au sens de la réglementation intra UE n'est mandatée que pour la réalisation de contrôles à l'origine.


28



4. Le vétérinaire Officiel

- Personne **responsable de ses décisions** en matière de certification sanitaire (vademecum: responsabilité civile/ responsabilité pénale).
- A un statut propre qui garantit son impartialité et son indépendance.
- Ne possède **aucun intérêt commercial direct** dans les animaux à certifier et les exploitations dont ils proviennent.
- **Confidentialité et devoir de réserve.**

29




4. Le vétérinaire Officiel

Responsabilités :

- Connaître la législation sanitaire en vigueur (et ses évolutions) ;
- Etre formé de « façon appropriée » concernant les règles à suivre pour l'établissement et la délivrance des certificats
- Certifier uniquement des faits dont il a connaissance (et qu'il peut vérifier);

30


 **4. Le vétérinaire Officiel**

Responsabilités :

- Signer un certificat que pour des animaux qui sont sous son contrôle **ne doit pas signer des certificats en blanc ou incomplets**;
- *Peut s'appuyer sur des données attestées par une personne habilitée par l'Autorité compétente et qui est sous son contrôle (uniquement VO en administration);*

ATTENTION : le VOP ne peut certifier que si il a réalisé lui même la visite sanitaire de pré-certification.

31

 **4. Le vétérinaire Officiel: Bases juridiques**

Le champ du mandatement


Les VOP sont mandatés pour la réalisation du certificat **UNIQUEMENT**: Les opérations de certification recouvrent :

- La vérification des statuts exploitation/zone/pays;
- Le remplissage et la signature du certificat TRACES NT.

La visite sanitaire pré certification ne fait pas partie du champ du mandatement et reste un acte libéral (rémunération fixée de gré à gré entre VOP et opérateur).


Pas de « découplage » cependant car « **le certificateur ne doit pas certifier des faits dont il n'a pas connaissance personnellement** » Article 88 du règlement 2017/625 (Règlement contrôle officiel).

32

 **B. Mise en œuvre de la certification**

1. Le rôle de l'Etat
2. L'identification et la traçabilité
3. Le statut sanitaire des animaux
4. Le respect du bien-être animal
5. Le certificat d'échange intraUE
6. Le déroulé de la certification
7. La notification du mouvement à l'état membre de destination


33



1. L'Etat, responsable de la certification

- Choisit et mandate les vétérinaires certificateurs (VOP) : L'opérateur ne choisit pas le vétérinaire officiel privé.
- Encadre les activités du vétérinaire certificateur (formation, contact, soutien... par les DDecPP).
- Supervise ses activités.
- Rémunère les missions de certification officielle.
- Couvre les dommages causés et subis (hors faute personnelle).

34



1. L'Etat, responsable de la certification


Rémunération des missions de certification officielle : une redevance par certificat émis.

La redevance permet d'assurer la collecte des fonds nécessaires au financement des opérations de certification. Elle est payée par les opérateurs.

Redevance = $x \times \text{nombre de certificats}$ (avec $x = 14.20 \text{ €}$ aujourd'hui)

La visite de pré-certification reste une prestation libérale comme actuellement (lors de certification par un VO de l'administration) :
... et n'est donc pas soumise à la redevance.

35



1. L'Etat, responsable de la certification

Rémunération des missions de certification officielle : un organisme de collecte et de paiement des VOP.


La redevance est prépayée à FAM par les opérateurs, également en charge de rémunérer les vétérinaires sur la base de :

Paiement au VOP : $y \times \text{nombre de certificats}$ (avec $y = 10.90 \text{ € HT}$ aujourd'hui).

Ce dispositif est :

- Simple : 1 seul acteur pour collecter/payer
- Economique : pas de risques de pertes en lignes donc pas de surcoût à faire supporter sur tous – moins de frais de gestion
- Avant de pouvoir avoir recours à un VOP, les opérateurs ont payé une caution correspondant à un pourcentage du nombre de certificats annuels;
- A terme, 1 pré-paiement = 1 certificat = 1 opération de certification payée à un vétérinaire.

36




1. L'Etat, responsable de la certification

Couvre les dommages causés et subis dans le cadre des missions de certification officielle indépendamment des fautes personnelles détachables de la mission

Objectif : renforcer la protection et le statut du vétérinaire certificateur, en cas de pression des opérateurs.

37




2. L'identification et la traçabilité

La traçabilité

- Identification variable en fonction des espèces (voir formation spécifique)
- Capacité à retracer à tout moment la localisation et les mouvements d'un animal : élément majeur du contrôle sanitaire des animaux
- Indispensable en cas d'épizootie
- Basée sur identification des animaux + enregistrement de leurs mouvements dans une base de données (pour certaines espèces)
- Agrément des centres de rassemblement (gestion des flux)

38




3. Le statut sanitaire des animaux

Qu'est ce qu'un statut sanitaire ?
Le statut sanitaire d'un pays est lié au statut sanitaire des animaux = reconnaissance du niveau sanitaire d'un EM ou d'une partie d'EM au regard d'une ou plusieurs maladies réglementées

Qui définit un statut sanitaire ?
Soit la Commission UE ou l'EM sur la base de :
➤ Règlement, directive ou décision UE
➤ Les critères de définition du statut sanitaire sont identiques pour chaque EM

Pourquoi un statut sanitaire ?
➤ Empêcher/limiter la contamination d'un Etat membre à l'autre
➤ Allège ou allourdit les contraintes aux échanges intra-UE

39




3. Le statut sanitaire des animaux

Rappel des responsabilités des détenteurs / vétérinaires

Qu'est ce qui détermine un statut ?

- Travail réalisé par le réseau des vétérinaires sanitaires au quotidien, notamment la prophylaxie.
- Organisation de la surveillance des maladies réglementées (DDecPP, GDS).
- Résultats de cette surveillance.

40



3. Le statut sanitaire des animaux

- Mouvement entre statuts sanitaires équivalents : garanties sanitaires simplifiées par reconnaissance de statut.
- Mouvement depuis statut sanitaire élevé vers un statut sanitaire inférieur : garanties sanitaires simplifiées par reconnaissance du statut.
- Mouvement depuis statut sanitaire inférieur vers un statut sanitaire supérieur : garanties renforcées exigées sinon impossible.

Exemple: IBR, FCO, PPA (exemple: Allemagne)

41



3. Le statut sanitaire des animaux

Où trouver les informations relatives aux statuts ?

- Statut des animaux et de leur exploitations de provenance : ASDA (Bv), informations transmises par les DD(ec)PP ...
- Statut des EM : et des zones => renvoi vers le règlement
 - France : site du MAAF : <http://agriculture.gouv.fr/>
 - DDecPP : Vademecum: importance de consulter la DDecPP
 - Autres EM: définis par des décisions communautaires règlement 621/420
 - Eurlex : <http://eur-lex.europa.eu/>
 - Site de la DG-Santé: http://ec.europa.eu/food/animal/index_en.htm

42

4. Le respect du bien-être animal

Règlement (CE) 1/2005

- Aptitude des animaux au transport : **examen clinique.**
- Conformité des moyens de transport et des convoyeurs : **autorisations administratives.**
- Programmation du voyage : **le carnet de route.**

Harmonisation des règles au niveau intraUE donc
=> reconnaissance des autorisations délivrées par les autres États membres.

43

5. Le certificat sanitaire

Document commun à tous les EM de l'UE + AELE (bilingue *a minima* !)

- Disponible grâce à l'application **TRACES NT** avec 2 niveaux d'accès et qui comporte 3 parties.
- Modèle pour chaque catégorie zootechnique référencée par code de nomenclature (codes douaniers).
- Signé dans une couleur différente de l'impression, obligatoirement et uniquement par un vétérinaire officiel/inspecteur officiel.
- Document avec un cachet officiel à l'encre conservé 5 ans.
- Accompagne **obligatoirement** les animaux du point de départ au point d'arrivée.

L'édition du certificat sanitaire donne lieu à la notification du mouvement à l'EM destinataire via le système TRACES NT.

44

5. Le certificat sanitaire

Partie I: Description

UNION EUROPÉENNE		INTRA	
1.1. Consignateur	1.1.1. Domicile	1.1.1. Domicile	1.1.1. Domicile
Nom	Animal operator Test	Nom	Animal operator Test
Adresse	100 10000 Quimper	Adresse	100 10000 Quimper
Pays	France	Pays	France
Code ISO	FR	Code ISO	FR
1.2. Destinataire	1.2.1. Domicile	1.2.1. Domicile	1.2.1. Domicile
Nom	LIBOCHER SAS	Nom	LIBOCHER SAS
Adresse	avenue Pierre Saut 33 3440 Gail	Adresse	avenue Pierre Saut 33 3440 Gail
Pays	Belgique	Pays	Belgique
Code ISO	BE	Code ISO	BE
1.3. Pays d'origine	1.3.1. Pays d'origine	1.3.1. Pays d'origine	1.3.1. Pays d'origine
Code ISO	FR	Code ISO	FR
1.4. Pays de destination	1.4.1. Pays de destination	1.4.1. Pays de destination	1.4.1. Pays de destination
Code ISO	FR	Code ISO	FR
1.5. Lieu de dispatch	1.5.1. Lieu de dispatch	1.5.1. Lieu de dispatch	1.5.1. Lieu de dispatch
Nom	CENTRE BOVINA	Nom	CENTRE BOVINA
Adresse	100 10000 Quimper	Adresse	100 10000 Quimper
Pays	France	Pays	France
Code ISO	FR	Code ISO	FR
1.6. Lieu de landing	1.6.1. Lieu de landing	1.6.1. Lieu de landing	1.6.1. Lieu de landing
Nom	CENTRE BOVINA	Nom	CENTRE BOVINA
Adresse	100 10000 Quimper	Adresse	100 10000 Quimper
Pays	France	Pays	France
Code ISO	FR	Code ISO	FR

45

5. Le certificat sanitaire

Partie I: Description

L20 **Certifié en tant que ou aux fins de**

<input type="checkbox"/> Elevage ultérieur	<input checked="" type="checkbox"/> Abattage	<input type="checkbox"/> Établissement fermé	<input type="checkbox"/> Produits germinaux
<input type="checkbox"/> Équidé enregistré	<input type="checkbox"/> Cirques itinérants/Numéros d'animaux	<input type="checkbox"/> Exposition	<input type="checkbox"/> Événement ou activité à proximité de frontières
<input type="checkbox"/> Lâcher dans le milieu naturel	<input type="checkbox"/> Centre d'expédition	<input type="checkbox"/> Zone de repavage/Centre de purification	<input type="checkbox"/> Établissement aquacole détenant des animaux ornementaux
<input type="checkbox"/> Transformation ultérieure	<input type="checkbox"/> Engrais organiques et amendements pour sols	<input type="checkbox"/> Usage technique	<input type="checkbox"/> Établissement de quarantaine ou établissement similaire
<input type="checkbox"/> Produits destinés à la consommation humaine	<input type="checkbox"/> Pollinisation	<input type="checkbox"/> Animaux aquatiques vivants destinés à la consommation humaine	<input type="checkbox"/> Autres

1 11 ☐ Bon résultat selon norme

48

5. Le certificat sanitaire

Partie II: Certification

➤ Indication du statut zoo sanitaire du (des) animaux échangés : obligatoire

➤ Indication des garanties : analyses, quarantaine, vaccination, ...

➤ Information sur le respect des dates et délais : en exploitation, en centre de rassemblement, délai visite avant départ, ...

5. Le certificat sanitaire

Partie II: Certification

➤ Passage par 3 centres de rassemblement maximum et pas plus de 14 jours entre le départ de l'exploitation d'origine et le départ du territoire français.

➤ NOTIFICATION automatique à l'EM destinataire via le système traces NT

➤ RESPONSABILITE du CERTIFICATEUR.
(Vétérinaire officiel privé ou vétérinaire officiel)



6. Le déroulé de la certification

A. Constitution du lot

- Information du vétérinaire certificateur **au moins 24 h avant départ** (sauf si rythme régulier, convenir d'un RDV).
- Choix des animaux qui seront échangés sous couvert du même certificat sanitaire dans le même véhicule (**1 destination = 1 lot = 1 certificat, porteur + sa remorque = 1 seul certificat**).
- Vérifier qu'ils sont convenablement identifiés.

RESPONSABILITE DE L'OPERATEUR (Expéditeur)

52

6. Le déroulé de la certification

A. Constitution du lot

- Établir la liste des numéros correspondants
- Collecter les documents correspondants (passeports, ...)
- Vérifier leur validité (date de péremption signature par vendeur)
- Planifier le transport (rédaction carnet de route si > 8 h)
- Création du certificat dans TRACES NT (partie 1)
- Présentation du lot d'animaux au vétérinaire certificateur
- Présentation au vétérinaire certificateur de l'ensemble des éléments nécessaires à l'élaboration du certificat

RESPONSABILITE DE L'OPERATEUR (Expéditeur)

53

6. Le déroulé de la certification

B. Visite de pré-certification (voir guide de la certification officielle)

Le vétérinaire certificateur effectue, pour le lot qui lui est présenté, les opérations suivantes :

- Réalisation de l'examen clinique, l'aptitude au transport, +/- autres conditions spécifiques, identification des animaux;
- Vérification des documents sanitaires des animaux à expédier (ASDA, résultats d'analyses si nécessaire, attestations diverses...);
- Vérification des statuts sanitaires des animaux et de l'absence de cas confirmé pour certaines maladies.
- Autorisation de transport ; et si > 8 h : carnet de route + agrément véhicule certificat de compétence du chauffeur.

RESPONSABILITE DU VOP

54

6. Le déroulé de la certification

C. Procédure de délivrance

- Vérification des statuts zone/EM et des animaux.
- Rédaction sur TRACES NT de la partie II.
- Valider le certificat sanitaire dans TRACES NT.

RESPONSABILITE DU VOP

55

6. Le déroulé de la certification

➤ Insérer un N° référence locale sur le certificat (à définir avec votre DDecPP) **propre au centre agréé plutôt qu'à un VOP !**

Recommandations (à décider ou adapter par chaque département) :

- 2 premiers caractères : n° INSEE du département signataire
- 3ème et 4ème caractères : 2 derniers chiffres de l'année civile en cours,
- 5ème et 6ème caractères : 2 lettres définissant la catégorie et l'espèce (voir tableau suivant)
- le reste est à définir entre la DDecPP, l'opérateur et les VOP qui y interviennent... **Le but est de pouvoir retrouver rapidement un certificat à partir listing chez l'opérateur.**

Exemple : bovins de rente partant en 2021 du département du Cantal : 1521BE...

56

Lettres définissant la catégorie et l'espèce (caractères 5 et 6 du numéro de référence locale)

Espèce ou produit	Catégorie zootechnique	Espèce ou produit	Catégorie zootechnique	Espèce ou produit	Catégorie zootechnique
Bovins d'élevage	BE	Porcs d'élevage	PE	Ovins ou caprins d'élevage	OE, CE
Bovins de boucherie	BB	Porcs de boucherie	PB	Ovins ou caprins de boucherie	OB, CB
Ouf à couvrir	OAC	Volailles d'abattage	VA	Equidé non destiné à l'abattage (1 seul)	EEN
Poussin d'un jour	P1J	Volailles de reproduction de rente	VR	Equidés,	ER, EE, EB
Gélier de repeuplement	GR	Mollusque de la production primaire (coquillage)	MO	Semence, ovule et embryon de toutes espèces	SB (semence bovine), OB (ovule de bovin), EB (embryon de bovin)

57

6. Le déroulé de la certification

C. Procédure de délivrance

- Imprimer le certificat sanitaire en langue française + langue du pays de destination (+ langue du ou des pays traversés).
- Signature par le VOP avec cachet personnel (nom + n° ordre) de couleur différente de l'impression.
- **Cachet officiel et signature** sur chaque page du certificat (en français) et cachet seulement sur le certificat dans la langue du pays de destination.
- Photocopie du certificat sanitaire et visa de la liste des numéros. La copie + les résultats de laboratoire et autres attestations (originaux) constituent le dossier de l'expédition à remettre aux DDecPP pour l'archivage durant 5 ans.
- Délivrance du certificat original à l'opérateur ou à son représentant et des documents d'identification.

➤ RESPONSABILITE DU VOP

58

6. Le déroulé de la certification

Tenue par l'opérateur d'un registre contrôlé et visé par le VOP à chaque intervention avec:

- numéro d'ordre attribué au certificat (+ N° TRACES NT) et date de délivrance
- détail de l'expédition
- colonne « remarques » (ex : attente de documents en retour...)

ATTENTION : TRACES NT
accès opérateur ≠ accès vétérinaire certificateur :
Ne pas enregistrer son mot de passe sur l'ordinateur de l'opérateur, ne pas le donner à l'opérateur !

59

Modèle de registre

60

6. Le déroulé de la certification

La copie de remplacement

Qui ?

Les VO et les VOP peuvent faire une copie de remplacement

Quand ?

Après validation et signature du certificat original et uniquement pour des erreurs administratives (*pas pour changer un numéro d'identification d'un animal ou pas pour des erreurs introduites dans la partie II du certificat*)

61

UNION EUROPÉENNE

Certificat intracommunautaire

Partie I: Détails concernant le lot présenté

1.1 Expéditeur	1.2 N° de référence du certificat	1.3 N° de référence locale
Nom: SAS FARMA CHAROLAIS	INTRAFR2021.0034825	7121RTCC096
Adresse: LES BROSSES	1.4 Adresse centrale (compagnie)	
71800 Curbigny	FR00000 DICAL/BCMA	
Pays: France (FR)	1.5 Adresse locale (compagnie)	
	FR0071800 Ssaue-Es-Laitre	
1.1 Destinataire	1.2 N° des certificats originaux associés	1.3 Documents d'accompagnement
Nom: AZOYE SOC AGR COOP		
Adresse: VIA DEL MACELLO N 9		
35013 Cimadella		
Pays: Italie (IT)	1.3 N° original	
1.1 Pays d'origine	1.2 Code	1.3 Pays de destination
France	FR	IT
1.1.1 Laites d'origine Laites de chèvre	1.1.2 Laites de destination	
Expédition: <input type="checkbox"/> Centre de conditionnement <input checked="" type="checkbox"/> Installation de réception	Expédition: <input checked="" type="checkbox"/> Centre de conditionnement <input type="checkbox"/> Installation de réception	
Organisation agréée <input type="checkbox"/> Centre reconnu <input type="checkbox"/> Exploitation apurée agréée <input type="checkbox"/>	Organisation agréée <input type="checkbox"/> Centre reconnu <input type="checkbox"/> Exploitation apurée agréée <input type="checkbox"/>	
Registre vétérinaire <input type="checkbox"/> Stabilisateur <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/>	Registre vétérinaire <input type="checkbox"/> Stabilisateur <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/>	
Nom: SAS FARMA CHAROLAIS	Nom: SARTORI GIOVANNI PAOLO E C S.S. SOC AGR	
N° d'entreprise: 71800	N° d'entreprise: 01100664	
Adresse: LES BROSSES	Adresse: VIA GORESI LA SUPERIORE 42	
Code postal: 71800 Curbigny	Code postal: 45020 Bellinzara	
1.4 Lait de chantage	1.5 Date et heure de l'apogée	

Certificat remplacé: INTRAFR2021.001.6268

62

6. Le déroulé de la certification

La copie de remplacement

Comment?

➤ Dans TRACES NT (voir formation pratique).

Quoi?


➤ Remplace le premier certificat mais ne l'annule pas: on n'annule JAMAIS un certificat (sauf si lot non parti).

La règle : il ne doit jamais y avoir 2 certificats papiers signés et tamponnés en circulation.

➤ Récupération du certificat original possible : édition et signature de la copie de remplacement.

➤ Récupération impossible : édition de la copie de remplacement MAIS pas de signature ni de tampon officiel.

63



7. Notification des mouvements des animaux à l'EM de destination

Pourquoi ?

Prévenir l'EM de destination qui peut :

- Effectuer des contrôles à destination
- **Réagir en cas de crise sanitaire**

Comment ?

Automatiquement par le système TRACES NT => triple fonction :

- Elaboration des certificats
- Enregistrement des certificats (base de données)
- Notification

64



MERCI POUR VOTRE ATTENTION



65
